

## NOUVELLE-AQUITAINE



RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : [RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG](http://RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG)

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)  
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)  
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017<sup>1</sup>, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

## DÉFINITIONS

**Ménage** : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

**Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC)** : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

<sup>1</sup> Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

NOUVELLE-AQUITAINE		
Données générales	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Population au 1.1.2017 en milliers*	5 969	64 801
Taux de chômage au 4 <sup>e</sup> trimestre 2017	8,4 %	9,7 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	4,4 %	6,5 %
Densité du parc social** (2017)	48,5	73,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 679 €	1 692 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	13,7 %	14,9 %
Données Secours Catholique 2017		Nouvelle-Aquitaine
Situations rencontrées	48 106	
Nombre d'équipes	309	
Bénévoles	6 666	
Situations analysées	7 452	
* Chiffres provisoires		
** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016		

## CONJONCTURE<sup>1</sup>

La Nouvelle-Aquitaine se démarque par la diversification de ses domaines d'activité. En plus d'être la première région boisée de France et la première région agricole d'Europe en termes de chiffre d'affaires, elle est la troisième région économique de France. Elle bénéficie d'un secteur touristique développé qui représente aujourd'hui plus de 100 000 emplois. La Nouvelle-Aquitaine est la première région française en recherche et développement, innovant dans des domaines tels que l'aéronautique, l'aérospatial ou les technologies laser.

Alors qu'au niveau national le secteur agricole a connu, en termes d'emplois, une croissance annuelle de 1,2 % entre le deuxième trimestre 2017 et le deuxième trimestre 2018, il a connu en Nouvelle-Aquitaine une croissance de 4,2 %.

La baisse du chômage suit la tendance française en passant de 9,4 % à 8,4 % entre le quatrième trimestre 2016 et 2017 et reste ainsi sous la moyenne nationale (8,9 % au quatrième trimestre 2017). Néanmoins, la région n'échappe pas à l'augmentation continue du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, notamment parmi les personnes

de plus de 50 ans (+3,8 % entre le deuxième trimestre 2017 et le deuxième trimestre 2018) et celles qui sont inscrites depuis au moins un an (+6,4 %). Cela est dû à une augmentation du nombre de personnes en sous-emploi qui désirent travailler plus et de celles qui font partie du « halo du chômage ». Il peut s'agir de personnes disponibles mais ne recherchant pas activement un emploi, soit parce qu'elles sont en attente d'une réponse, soit parce qu'elles sont découragées ; mais aussi de personnes en recherche active mais non disponibles dans les deux semaines (étudiants, en formation, etc.), un phénomène qui remet en cause la chute du taux de chômage au sens du BIT.

## LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

La part de personnes nouvelles accueillies dans la région a augmenté, elle représente les trois quarts des personnes rencontrées en 2017. Cela peut s'expliquer par une diminution des possibilités d'aides financières émanant des travailleurs sociaux, mais également par une augmentation du nombre de personnes qui basculent dans la précarité à la suite d'une difficulté de parcours.

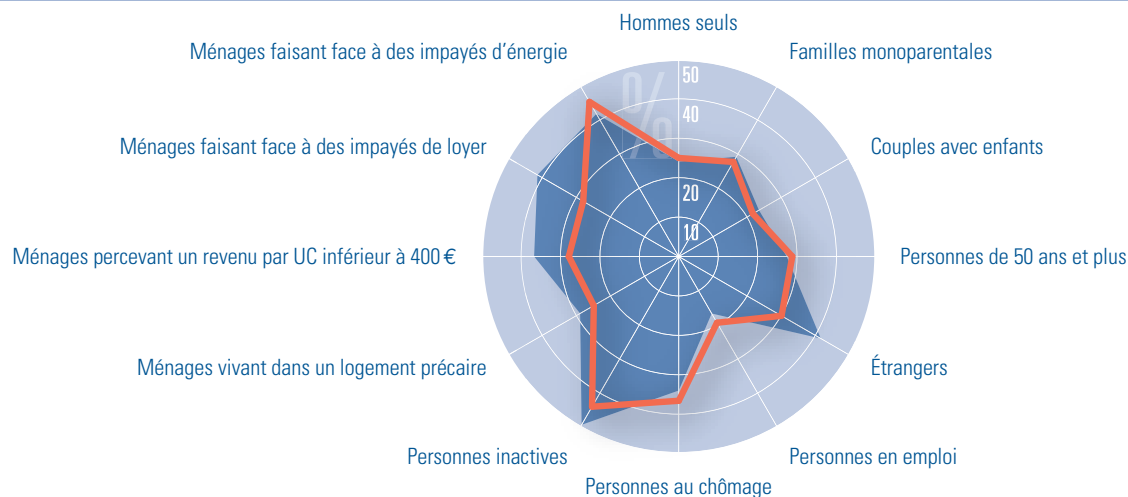
En Nouvelle-Aquitaine, une personne accueillie sur deux est en demande d'écoute et de conseil, une des missions principales de notre association. Ce chiffre est en augmentation constante depuis 2012. Les demandes d'aide pour des impayés de loyers et de factures d'énergie concernent 27 % des personnes accueillies dans la région, contre 18 % au plan national, et les demandes relatives aux problèmes de mobilité 11 %, contre 7 % au niveau national, des chiffres qui s'expliquent par l'hyperruralité des délégations de notre région. La part de personnes vivant dans une commune de moins de 5 000 habitants a d'ailleurs augmenté, passant de 27 à 30 % entre 2012 et 2017, contre 21 % au plan national.

La structure des ménages accueillis en Nouvelle-Aquitaine est quasiment la même qu'au plan national et n'a pas connu d'évolution remarquable. La part très importante d'hommes seuls (25 %), de femmes seules (18 %), et de mères isolées (24 %), montre que le fait de ne pas être en couple reste un facteur de précarité.

La part de personnes accueillies de nationalité française est supérieure à la moyenne nationale (7 sur 10, contre un peu plus de 6 sur 10). Parmi les personnes étrangères hors Union européenne, la part de personnes déboutées du droit d'asile ou sans papiers a plus que

NOUVELLE-AQUITAINE

FRANCE ENTIÈRE



**Champ :** ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Nouvelle-Aquitaine compte 25 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

doublé entre 2012 et 2017, passant de 5 à 12 %. C'est la catégorie de personnes parmi les plus précaires.

Si 13 % des personnes accueillies ne perçoivent aucune ressource (contre 18 % au plan national), 18 % perçoivent des ressources liées au salaire ou à un autre revenu du travail. Cela dénote une précarisation du travail liée aux activités saisonnières par exemple, ou à temps partiel (4,3 % des personnes contre 2,7 % au niveau national).

Près de la moitié des personnes accueillies par nos bénévoles perçoivent moins de 600 € par mois, alors que le seuil de pauvreté est, en 2016, de 1 026 € par mois en France.

La précarisation du logement se confirme. Ainsi, seules 57 % des personnes rencontrées vivent dans un logement aux normes, contre 60 % au plan national, et 7,5 % habitent un logement insalubre, dégradé ou vétuste, contre 5,9 % en France.

Même si la part de personnes recevant l'appui de proches (familles, voisins...) progresse depuis plusieurs années, passant de 35 à 45 % entre 2012 et 2017, on constate une diminution de cette solidarité, ce qui tendrait à montrer une déliquescence du lien social.

## EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

**Accès aux vacances :** en Gironde, une démarche d'élaboration de vacances collectives a été mise en place durant plusieurs mois avec trois familles en précarité. Cette dynamique de transformation sociale a permis de redonner confiance à des personnes exclues d'une légitimité à prendre des vacances avec leurs enfants tout en les rendant pleinement acteurs par la valorisation de leurs talents et compétences.

En Périgord Agenais, ce sont plus de 40 jeunes qui ont pu partir en camp de vacances et rompre utilement avec le quotidien avant de retrouver les bancs de l'école à la rentrée.

**Acteurs de la protection sociale :** dans les Pays de l'Adour, un groupe de bénévoles et des personnes accompagnées se sont retrouvés pour réfléchir ensemble aux modalités de mise en œuvre de la protection sociale eu égard aux réalités de vie complexe des bénéficiaires. Des propositions d'évolution, voire de transformation de cette protection sociale, ont été formulées pour mieux répondre aux besoins de solidarité des personnes.

**Aide à la lutte contre l'illectronisme :** dans le Poitou, en Corrèze et en Lot-et-Garonne, des équipes de bénévoles proposent un accompagnement pour permettre à tous d'être à l'aise avec l'outil informatique et d'avoir un meilleur accès à leurs droits sociaux, lesquels sont de plus en plus dématérialisés.

**Accès à la mobilité :** dans la Vienne, dans les Deux-Sèvres et en Lot-et-Garonne, des bénévoles se mobilisent, en partenariat avec les municipalités et des associations, pour des covoiturages solidaires qui permettent à des personnes isolées et précaires de retrouver du lien social et un meilleur accès à leurs droits auprès des services publics. Des visites à domicile sont également proposées pour les personnes ne se déplaçant pas vers nos permanences.

NOUVELLE-AQUITAINE		Nouvelle-Aquitaine		France	
		2012	2017	2012	2017
<b>PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)</b>	Écoute, accueil, conseil	42,6 %	47,5 %	55,0 %	58,4 %
	Alimentation	43,8 %	44,2 %	57,5 %	51,9 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	27,6 %	26,7 %	18,1 %	18,1 %
	Mobilité (voiture, transport)	7,7 %	10,7 %	4,9 %	7,0 %
<b>TYPE DE MÉNAGE</b>	Hommes seuls	25,4 %	25,0 %	24,5 %	24,1 %
	Femmes seules	16,7 %	18,0 %	16,3 %	17,1 %
	Couples sans enfants	7,2 %	7,7 %	6,3 %	6,1 %
	Pères seuls	3,4 %	3,6 %	3,3 %	3,4 %
	Mères seules	25,5 %	24,0 %	27,0 %	25,8 %
	Couples avec enfants	21,8 %	21,7 %	22,6 %	23,5 %
<b>ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE</b>	Moins de 25 ans	8,5 %	8,8 %	9,2 %	8,9 %
	25-49 ans	66,4 %	62,4 %	65,9 %	63,7 %
	50 ans et plus	25,1 %	28,8 %	24,9 %	27,4 %
<b>ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE</b>	France	76,3 %	73,0 %	68,5 %	61,3 %
	Maghreb	6,9 %	6,3 %	8,2 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	7,4 %	9,7 %	10,3 %	13,9 %
	Union européenne	4,4 %	2,9 %	3,9 %	3,0 %
	Europe de l'Est (hors UE)	4,0 %	6,1 %	6,3 %	9,4 %
	Autre	1,0 %	2,0 %	2,8 %	3,7 %
<b>STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)</b>	Statut accordé	50,3 %	33,6 %	47,9 %	38,2 %
	Statut demandé, en attente	44,7 %	54,3 %	40,0 %	43,5 %
	Débouté, sans papiers	5,0 %	12,1 %	12,1 %	18,3 %
<b>SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI</b>	CDI plein-temps	3,7 %	3,7 %	4,4 %	3,7 %
	Emplois précaires (2)	12,0 %	11,6 %	10,4 %	9,9 %
	À son compte	1,2 %	1,4 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,0 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %
	Formation professionnelle	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,2 %
	<b>Sous-total emploi</b>	<b>19,3 %</b>	<b>19,4 %</b>	<b>18,4 %</b>	<b>16,7 %</b>
	Chômage indemnisé ou en attente	10,9 %	11,7 %	11,9 %	11,6 %
	Chômage sans droits reconnus	28,9 %	24,9 %	26,4 %	22,4 %
	<b>Sous-total chômage</b>	<b>39,8 %</b>	<b>36,6 %</b>	<b>38,3 %</b>	<b>34,0 %</b>
	Étudiant	0,9 %	1,1 %	1,1 %	1,4 %
	Inaptitude santé	11,0 %	11,0 %	10,6 %	10,4 %
	Retraite, préretraite	6,1 %	5,7 %	5,4 %	5,4 %
	Au foyer	6,1 %	3,7 %	6,7 %	4,5 %
	Sans droit au travail	9,5 %	14,0 %	9,1 %	15,5 %
	Autre sans emploi	7,3 %	8,5 %	10,4 %	12,1 %
<b>Sous-total inactivité</b>	<b>40,9 %</b>	<b>44,0 %</b>	<b>43,3 %</b>	<b>49,3 %</b>	
<b>TYPES DE RESSOURCES</b>	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	12,6 %	15,3 %	18,5 %	22,2 %
	Revenus du travail	6,7 %	7,4 %	7,7 %	7,7 %
	Transferts sociaux	51,6 %	43,8 %	43,8 %	40,6 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	29,1 %	33,5 %	30,0 %	29,5 %
<b>REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)</b>		559 €	591 €	516 €	517 €
<b>EXISTENCE D'IMPAYÉS</b>		55,0 %	52,2 %	58,8 %	54,5 %
<b>IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)</b>		605 €	601 €	817 €	789 €
<b>NATURE DES IMPAYÉS</b>	Loyer, mensualités d'accession	29,3 %	28,0 %	42,9 %	41,4 %
	Gaz, électricité, combustibles	44,8 %	45,3 %	39,3 %	41,8 %
	Eau	20,5 %	20,3 %	16,6 %	18,6 %
	Découvert bancaire	17,1 %	14,4 %	23,4 %	21,7 %
<b>TYPE DE LOGEMENT</b>	Logement stable (3)	79,8 %	75,1 %	75,9 %	71,1 %
	Logement précaire (4)	20,2 %	24,9 %	24,1 %	28,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.